



Lundi 8 octobre 2012

Des Pigeons-la-Terreur ?

La semaine dernière, donc, un petit gang de pigeons-postiches attaquent sur internet. Panique au gouvernement. Tous à plat-ventre ! Le ministre délégué au budget, tout tremblant, leur tend la caisse. Et voilà comment, avec une simple pétition sur le web, des patrons millionnaires de start-up très prospères, prétendant être plumés par la hausse de la taxation des plus-values sur la revente spéculative d'entreprises, ont réussi à faire reculer piteusement le gouvernement.

Et qui sont-ils, ces malheureux "pigeons" ? Parmi eux, un certain Xavier Niel, fondateur de Free (8ème fortune française). Entre autres volatiles pleins aux as qui menacent même de jouer les pigeons voyageurs en s'expatriant en Suisse ou en Belgique afin de payer moins d'impôts.

Pitié pour les patrons voyous, mais "budget de combat" contre la population

Bien entendu, la présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est félicitée de la déballonnade du gouvernement. Il faut dire que tous les vœux du patronat sont exaucés. Voilà que, la même semaine, le gouvernement Hollande mène la charge contre les salariés : il veut *"abaïsser le coût du travail"* (vieille revendication patronale) par une diminution des charges patronales de 40 milliards, qui serait compensée par une hausse de la CSG.

Pendant que l'on distribue les cadeaux aux patrons, les impôts vont augmenter, et pas seulement pour les plus favorisés comme on voudrait nous le faire croire : du simple fait du maintien du gel du barème d'imposition sur le revenu (non réévalué en fonction de l'inflation), 10 millions de foyers fiscaux verront leur impôts augmenter l'an prochain.

Quant aux restrictions budgétaires, les fonctionnaires continueront à voir leurs salaires bloqués, et les économies réalisées sur les services publics et les prestations sociales vont d'abord frapper la population la plus démunie. C'est ce que Hollande a appelé un "budget de combat", mais ses attaques c'est aux travailleurs qu'il les réserve.

Il a suffi d'un buzz sur le net pour que le

gouvernement plie devant les patrons. Mais les salariés de Sanofi, Arcelor, Doux, PSA... et tous les autres doivent se contenter de belles paroles. Terminées, les rododromes d'un Montebourg. Selon *Le Parisien*, il aurait évoqué à propos de la fermeture de l'usine d'Aulnay *"un mal nécessaire pour permettre au groupe de se remettre sur de bons rails"*. Un "mal nécessaire", pour le plus grand bien de la famille Peugeot ! Bref, le gouvernement socialiste compte bel et bien accompagner les plans de licenciements.

Dans le même temps, gouvernement et patrons ont lancé des discussions avec les confédérations syndicales pour leur faire avaler des *"Accords-compétitivité-emploi"*, par lesquels les salariés devraient accepter le blocage de leurs salaires, la réduction des jours de congés et des horaires de travail plus flexibles. Des accords d'entreprise type Sevelnord dont tant de travailleurs ces dernières années se sont mordu les doigts avant de se révolter.

Face à l'entente Patrons-gouvernement, aux travailleurs de se coordonner

Chaque jour nous apprend que telle ou telle entreprise va licencier ou est menacée de fermeture. Dans le secteur public également des emplois sont supprimés. Les luttes ne doivent pas rester isolées, chacun se battant dans son entreprise, le dos au mur.

Il est vital que la classe ouvrière se donne pour objectif l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, une augmentation de 300 euros mensuels minimum, la défense des services publics. Cela nécessite de coordonner les luttes, car c'est cela la grande trahison du patronat et du gouvernement : que les réactions ne restent pas isolées, mais se transforment en une contre-offensive d'ensemble.

Voilà pourquoi la journée de manifestations de ce 9 octobre ne doit pas rester une simple protestation contre l'austérité et les licenciements, mais être une étape pour engager tous ensemble de vraies batailles.

Non, rien n'est joué

Quand la direction a annoncé la fermeture de l'usine, l'ensemble des travailleurs a pensé une seule chose : « *j'ai travaillé un, dix, vingt ou plus de trente ans ici et on me jette comme un kleenex* ».

Alors la direction tente de nous diviser. Elle fait miroiter des reclassements aux uns, des reconversions à d'autres, des petits chèques aux troisièmes, rien du tout aux plus de 50 ans. Et la direction du SIA accepte de jouer ce jeu de dupe avec le patron.

Pourtant, le SIA sait très bien qu'il a affaire à un patron brutal qui méprise nos problèmes. Ce qui a été obtenu dans cette usine pour les ouvriers, c'est en lui arrachant des concessions par la lutte.

Ce n'est pas en léchant les pieds du patron qu'on aura ce qu'on veut, mais en montrant les dents. Il y a encore 450 000 C3 à faire et il n'y a aucune raison de ne pas les produire à Aulnay.

On n'est pas des pions

Des ouvriers du carrousel « planche de bord » du montage sont partis en grève 30 minutes avant l'Assemblée générale de 10h30 jeudi. Ils avaient entendu que leur RU allait faire partir certains d'entre eux en prêt pour d'autres unités de production. Après être passés dans l'atelier et avoir entraîné d'autres ouvriers, rien d'étonnant qu'ils soient venus très remontés à l'Assemblée générale.

Au péage de Senlis, comme à chaque fois à l'extérieur

Après l'AG de jeudi dernier, nous sommes allés à une centaine nous manifester à l'extérieur sur la départementale face à l'usine. L'accueil était bon en général, car les licenciements en ce moment sont le lot quotidien, avec le chômage à la clef, de centaines de milliers de familles en France.

Oui, c'est à nous de décider d'un objectif

Des travailleurs du montage choqués par l'attitude antidémocratique de deux syndicats, l'un refusant de donner la parole aux travailleurs de Ford et l'autre allant en solo au salon de l'auto, ont décidé de prendre les choses en main.

Ils ont constitué un embryon de comité de base dans l'équipe B avec déjà 15 délégués élus par différentes UEP du montage, de la logistique et du BTU.

C'est effectivement aux travailleurs de décider eux-mêmes de leur avenir et de leur lutte car ce sont eux qui paieront les pots cassés si ça va mal.

Mais il faut aussi faire le choix d'un objectif. Et il

est vrai que seuls face à Citroën nous sommes peu de choses. PSA réfléchit comme nous. Il cherche et a trouvé des alliés qui se battent à ses côtés, les autres patrons et ce gouvernement qui se dit socialiste.

Nous devons faire comme lui, chercher des appuis et nous les avons. Au delà des murs de l'usine, il y a des dizaines et des dizaines d'autres usines menacées de fermeture où les ouvriers regardent ce que feront les gars d'Aulnay.

Si on fait converger notre refus des licenciements, il y a de l'avenir pour nous.

Un début pour se donner les moyens de gagner

Le 9 octobre nous irons au Salon de l'auto pour montrer notre mécontentement. Des salariés d'autres entreprises de l'automobile, mais pas seulement, y seront aussi. Non seulement parce qu'ils ont les mêmes problèmes que nous, mais aussi parce qu'ils sentent que c'est l'union des ouvriers qui fait leur force.

C'est l'occasion d'aller ensemble se joindre à la manif de l'après midi, contre les licenciements et l'aggravation des conditions de travail pour ceux qui garderont un travail.

Poissy : un terrain d'atterrissage casse-gueule

A Poissy, la direction a prévu d'arrêter l'équipe de nuit début décembre. 850 travailleurs sont concernés. Les intérimaires de jour seront virés sans ménagement pour recaser les CDI de nuit. Et cela ne fera même pas le compte.

Alors que deviendraient les salariés venant d'Aulnay ? Selon certains chefs de Poissy, il y aura de nombreux doublons pour vider l'usine d'Aulnay le plus vite possible. Mais ensuite ? La direction de Poissy réduira-t-elle les sureffectifs sans faire de vagues ?

L'Etat nous fait les poches, Bouygues empoche !

En février, le gouvernement Fillon a fait un joli cadeau à Bouygues en signant un contrat pour la construction du futur Palais de Justice de Paris. Cette tour pharaonique de 160 mètres de haut coûterait à l'Etat 62 millions de redevance annuelle pendant 27 ans : c'est donc 1,7 milliard d'euros d'argent public qui tomberait dans l'escarcelle du bétonneur. Le projet en est pour l'instant au stade du permis de construire, mais si l'Etat se dédisait, il devrait payer 80 millions d'indemnités au trust.